



Conseil de sécurité

Soixante-quinzième année

8754^e séance

Lundi 10 août 2020, à 10 heures

New York

Provisoire

<i>Président :</i>	M. Djani	(Indonésie)
<i>Membres :</i>	Afrique du Sud	M. Matjila
	Allemagne	M. Sautter
	Belgique	M ^{me} Van Vlierberge
	Chine	M. Bing Dai
	Estonie	M. Auväärt
	États-Unis d'Amérique	M. Hunter
	Fédération de Russie	M ^{me} Evstigneeva
	France	M ^{me} Fanton
	Niger	M. Abarry
	République dominicaine	M. Bencosme Castaños
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	M ^{me} Farrey
	Saint-Vincent-et-les Grenadines	M ^{me} DeShong
	Tunisie	M. Ladeb
	Viet Nam	M. Dang

Ordre du jour

La situation en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2020/755)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

La situation en Guinée-Bissau

Rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (S/2020/755)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite le représentant de la Guinée-Bissau à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnalités suivantes appelées à présenter un exposé à participer à la présente séance : M. João Genésio de Almeida Filho, Représentant permanent adjoint du Brésil, au nom du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix; M^{me} Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau; et M^{me} Ghada Fathi Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime.

M^{me} Sori-Coulibaly et M^{me} Waly participent à la séance d'aujourd'hui par visioconférence depuis Bissau et Vienne, respectivement.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2020/755, qui contient le rapport du Secrétaire général sur l'évolution de la situation en Guinée-Bissau et sur les activités du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau.

Je donne maintenant la parole à M. De Almeida Filho.

M. De Almeida Filho (*parle en anglais*) : Au nom de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, je remercie le Conseil de sécurité de cette invitation à lui présenter un exposé, et

je salue l'excellente coopération entre le Conseil et la Commission de consolidation de la paix.

Depuis sa création, en 2007, la formation s'est principalement attachée à aider le Gouvernement à mettre en œuvre son programme de réformes, notamment les Accords de Conakry de 2016 et la feuille de route de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et à relever les défis à la stabilité et au développement à long terme.

S'il est vrai que des progrès notables ont été réalisés au fil des ans en matière de consolidation de la paix en Guinée-Bissau, les défis à la stabilité et au développement se sont aggravés suite à l'apparition de la pandémie de coronavirus (COVID-19) durant une année marquée par trois transitions : premièrement, le retrait du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) et le transfert des responsabilités à l'équipe de pays des Nations Unies; deuxièmement, la transition du pays en vue de l'installation de nouvelles autorités politiques, qui ne s'est pas faite sans heurts; et troisièmement, la fermeture de la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau.

Au cours des derniers mois, le Représentant permanent du Brésil, S. E. l'Ambassadeur Ronaldo Costa Filho, s'est entretenu avec plusieurs experts et parties prenantes pour bien comprendre la dynamique actuelle dans le contexte de la COVID-19 et ce qu'il convient de faire en ce qui concerne les priorités du pays en matière de consolidation de la paix. Il s'est notamment entretenu avec le Directeur national de la Banque mondiale pour la Guinée-Bissau, et ils ont discuté des activités de la Banque, des mesures prises par celle-ci face à la pandémie de COVID-19 et des perspectives économiques de la Guinée-Bissau. Il a été ravi d'apprendre que, tout en poursuivant la mise en œuvre de son portefeuille actuel, notamment l'amélioration de l'accès aux services de base et des perspectives économiques, la Banque applique également une approche à plusieurs volets pour faire face à la COVID-19, qui comprend des interventions médicales directes ainsi qu'un appui aux moyens de subsistance, en mettant l'accent sur l'agriculture et les besoins en matière de relèvement après la COVID-19.

Les mesures prises par la Banque face à la crise sont encourageantes, mais les perspectives économiques de la Guinée-Bissau sont fragiles et incertaines. Les restrictions à la liberté de circulation imposées en raison de la pandémie entravent les exportations, et au lieu du taux de croissance de 4,5 % du produit intérieur brut, qui était prévu par la Banque mondiale avant la pandémie,

l'économie nationale pourrait connaître une contraction d'environ 3%. La Banque continue à travailler en étroite collaboration avec la communauté humanitaire et de développement au sens large en ce qui concerne les questions socio-économiques, ainsi qu'avec le Fonds monétaire international pour ce qui est des principales questions macroéconomiques.

La poursuite de la collaboration internationale et une attention soutenue sur les priorités du pays en matière de consolidation de la paix seront essentielles pour le relèvement économique et le développement durable en Guinée-Bissau. Dans ce contexte, l'Ambassadeur Costa Filho a convoqué une réunion de la formation le 24 juin, à laquelle ont participé M^{me} Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, M. Fernando Delfim da Silva, Représentant permanent de la Guinée-Bissau, M. Abdou Abarry, Représentant permanent du Niger, dont le pays est le Président en exercice de la CEDEAO, et M. Oscar Fernandez-Taranco, Sous-Secrétaire général chargé du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, qui ont fait le point sur l'évolution de la situation politique et la pandémie de COVID-19 dans le pays, ainsi que sur leurs incidences sur les activités de consolidation de la paix et le processus de transition des Nations Unies.

Lors de cette réunion, les membres de la formation ont exprimé leurs vives préoccupations quant au fait que la crise institutionnelle et l'apparition de la COVID-19, ainsi que les restrictions de mouvement qui en ont résulté, entravent l'appui de l'ONU aux efforts de consolidation de la paix, notamment le dialogue politique et les réformes urgentes comme la révision constitutionnelle, ainsi que la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée. En outre, les membres ont constaté que la mauvaise situation socio-économique risquait d'affaiblir davantage la cohésion sociale et la résilience des communautés et d'aggraver les inégalités entre les sexes.

Dans ce contexte, les membres ont souligné la nécessité pour la Commission de consolidation de la paix de continuer à jouer un rôle de catalyseur en aidant à mobiliser et à maintenir l'appui international et régional en faveur des priorités de la Guinée-Bissau en matière de consolidation de la paix, notamment les plans de développement nationaux et le futur plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Gardant à l'esprit les défis posés simultanément

par le relèvement après la pandémie de COVID-19 et la transition du BINUGBIS, ils ont également souligné que l'attention portée par la Commission de consolidation de la paix à la revitalisation économique, à la coopération du pays avec les institutions financières internationales et au renforcement des institutions sera particulièrement importante dans les mois à venir.

Qui plus est, les membres ont reconnu et salué le rôle important joué par le Fonds pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, notamment au moyen de projets visant à instaurer un dialogue sur les réformes, à autonomiser les femmes, à favoriser un véritable dialogue avec les jeunes et à promouvoir la réconciliation et le règlement des conflits. Je suis conscient que le Fonds est un outil précieux pour aider l'équipe de pays des Nations Unies pendant et après la transition dans ses fonctions essentielles ayant trait au dialogue et à la stabilisation, et j'encourage les États Membres à envisager de lui apporter un appui supplémentaire.

Pour terminer, je voudrais réitérer l'engagement de la Commission de consolidation de la paix envers le BINUGBIS et l'équipe de pays des Nations Unies pendant cette période de transition et en ce qui concerne les besoins immédiats et à long terme du peuple bissau-guinéen.

Je remercie les membres du Conseil de sécurité de l'appui et de l'intérêt qu'ils continuent de porter à la formation.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M. Almeida Filho de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Sori-Coulibaly.

M^{me} Sori-Coulibaly (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de cette nouvelle occasion d'informer le Conseil de sécurité de la situation en Guinée-Bissau, en particulier à l'approche de la fermeture du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), qui interviendra le 31 décembre 2020 au plus tard.

Alors que les pays du monde entier sont confrontés à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), la Guinée-Bissau se trouve dans une situation de grande fragilité en raison de la faiblesse de ses infrastructures sanitaires et de ses ressources limitées, le pic de la pandémie n'ayant pas encore été franchi dans le pays. L'Organisation des Nations Unies soutient la mise en œuvre du plan national de réponse à la pandémie, sous la

direction de mon adjoint en sa qualité de Coordinateur résident, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale et d'autres organismes des Nations Unies. Un cadre de coordination a ainsi été mis en place et des ressources ont été mobilisées à l'appui des efforts du pays. Parallèlement, le personnel des Nations Unies dans le pays est en télétravail depuis le 26 mars.

Les évolutions récentes de la situation politique dans le pays se traduisent par une atmosphère politiquement chargée, avec l'augmentation de la méfiance entre les parties prenantes. Les accusations mutuelles et les actes d'intimidation dont seraient victimes les opposants au nouveau régime politique créent un environnement hostile, qui rend difficile la possibilité de parvenir à un compromis dans l'intérêt de la stabilité politique et de la recherche du consensus sur les priorités nationales en matière de consolidation de la paix. Tandis que les nouvelles autorités s'emploient avant tout à consolider leur pouvoir, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et de Cabo Verde (PAIGC) dénonce le vote parlementaire du 29 juin par lequel le programme du Gouvernement de Nuno Gomes Nabiam a été approuvé. Le PAIGC continue de contester la légalité de la session, mettant en avant des vices de procédure et dénonçant des menaces et des intimidations à l'encontre des membres du Parlement avant la tenue de la session. Toutefois, le PAIGC appelle toujours à une solution politique.

Bien que le Président Umaro Sissoco Embaló ait exprimé le souhait de former un gouvernement d'ouverture, avec Nuno Gomes Nabiam comme Premier Ministre, les chances d'une percée sont faibles, étant donné la forte réticence du PAIGC à rejoindre le gouvernement dans les circonstances actuelles. Une solution durable qui favorise la stabilité nécessite que toutes les parties fassent des compromis, mais cela semble peu probable à l'heure actuelle, étant donné que les deux camps campent résolument sur leurs positions.

L'insécurité et les violations des droits de l'homme suscitent la préoccupation, à l'image du raid qui a visé le 26 juillet Radio Capital FM, une radio réputée proche de l'opposition. En outre, des arrestations arbitraires, des actes d'intimidation et des détentions de personnes et de figures politiques considérées comme opposées à l'administration actuelle ont été signalés. Ces événements ont avivé les tensions politiques.

Les résolutions 2458 (2019) et 2512 (2020) ont décidé de la fermeture progressive du BINUGBIS. La

transition, c'est-à-dire la reconfiguration de la présence des Nations Unies dans le pays et la réduction des effectifs du BINUGBIS, suit donc son cours conformément à ces résolutions. Toutefois, la crise politique et la paralysie parlementaire qui ont suivi l'élection présidentielle ont empêché la mission d'appuyer les réformes urgentes prévues dans les Accords de Conakry, notamment la révision de la Constitution, de la loi électorale et de la loi sur les partis politiques. Par conséquent, il est malheureusement peu probable que le BINUGBIS puisse s'acquitter pleinement de son mandat avant le départ de la mission.

En ce qui concerne la Constitution, la Commission technique créée par le Président Sissoco Embaló le 11 mai dernier pour la révision de la Constitution devrait présenter un projet au Président dans les prochains jours. La création de cette commission a été critiquée par plusieurs acteurs nationaux, dont le Président de l'Assemblée nationale, l'alliance dirigée par le PAIGC, des organisations de la société civile et des personnalités juridiques de premier plan, qui affirment que la révision de la Constitution est la prérogative du pouvoir législatif. Ce à quoi le Président Sissoco Embaló rétorque que le travail de la Commission est conforme à la demande de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et qu'il servira de base à la révision de la Constitution conformément au cadre juridique du pays. On ne sait toujours pas comment le projet de la Commission technique sera concilié avec celui de la commission parlementaire créée spécialement pour la révision de la Constitution, que le BINUGBIS soutient. À ce stade, il n'y a pas de consensus politique sur le processus d'approbation de la révision constitutionnelle, et les mécanismes et processus parallèles sont susceptibles d'aggraver les tensions politiques.

Entretemps, le Président a fait part de son désir de modifier le système de gouvernance – pour passer d'un régime semi-présidentiel à un régime présidentiel – dans le cadre de la nouvelle constitution. Si elle n'est pas gérée avec soin et si elle ne fait pas l'objet d'un large débat, cette question risque d'entraîner des conflits internes au sein de la nouvelle alliance parlementaire du Mouvement pour l'alternance démocratique ainsi qu'avec ses partisans et le nouveau Premier Ministre, ce qui aggravera encore une situation déjà fragile.

Pour ce qui est du retrait du BINUGBIS, malgré la crise politique et les défis posés par la COVID-19, la coordination se poursuit avec l'équipe de pays des

Nations Unies au sujet de la transition. Le Fonds pour la consolidation de la paix a servi à identifier et à soutenir financièrement des partenaires clefs, y compris des organismes des Nations Unies et des organisations de la société civile, pour continuer à mettre en œuvre les grandes priorités en matière de consolidation de la paix. Des efforts sont en cours pour reconfigurer la présence des Nations Unies dans le pays afin de permettre à l'équipe de pays des Nations Unies de poursuivre les activités essentielles de consolidation de la paix, notamment en ce qui concerne le dialogue politique, les mesures de confiance, les réformes urgentes et la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, après la fermeture du BINUGBIS.

En coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et le Fonds pour la consolidation de la paix, des activités de renforcement des capacités de l'Assemblée nationale ont été financées, notamment des sessions de formation adaptées aux parlementaires. Suite à ces efforts, un plan d'action global est en cours de définition par la mission, en coordination avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et la CEDEAO, afin, entre autres, d'apporter un appui technique aux commissions spécialisées en vue de dégager un consensus entre les partis. Dans ce cadre, les contributions de la société civile au dialogue politique et à la consolidation de la paix sont également encouragées, en coordination avec l'Union européenne, et les associations de femmes continuent à jouer un rôle de premier plan à cet égard.

Mon projet de créer une plateforme de haut niveau réunissant les partenaires internationaux et les autorités nationales concernés pour discuter des efforts de réforme du pays, maintenir la dynamique et les accompagner progresse. Après la fermeture du BINUGBIS, la plateforme sera dirigée par le Coordinateur résident et restera active conformément aux engagements pris par la Commission de consolidation de la paix. Malgré les difficultés, les réunions régulières du Groupe des politiques stratégiques mis en place par l'ONU garantissent la coordination et la prise de décisions de haut niveau sur les questions stratégiques et opérationnelles communes. L'évaluation des capacités de l'équipe de pays des Nations Unies de répondre aux priorités en matière de consolidation de la paix identifiées dans l'analyse du conflit a été menée à bien. Une évaluation complète des capacités du Gouvernement et des autres partenaires doit encore être effectuée.

Parallèlement, les possibilités et les défis se présentant à l'équipe de pays des Nations Unies ont été recensés, de même que les priorités en matière de consolidation de la paix qui seront incorporées dans le nouveau plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable, lequel devra être harmonisé avec le programme de développement du pays en concertation avec les autorités nationales.

Il reste fondamental de poursuivre nos efforts en appui au pays. La mobilisation de fonds sera essentielle pour éviter une catastrophe financière, et j'en appelle une fois de plus à la générosité de la communauté internationale pour soutenir le plan-cadre de coopération. Étant donné la fermeture du BINUGBIS, la mission reste déterminée à examiner les différentes options pour faire avancer le processus.

J'ai pris langue avec les partenaires régionaux afin de veiller à ce que la transition de l'ONU bénéficie de l'appui de toutes les parties prenantes. La coordination avec les partenaires internationaux, notamment le Groupe des cinq pour la Guinée-Bissau (Union africaine, Communauté des pays de langue portugaise, CEDEAO, Union européenne et ONU) et en particulier avec la CEDEAO, se poursuit. En outre, des réunions de coordination tripartites entre le BINUGBIS, la CEDEAO et l'UNOWAS sont organisées pour accompagner le processus de transition et appuyer les efforts de médiation de la CEDEAO. Il est prévu de renforcer le bureau du Coordinateur résident en le dotant de capacités adéquates et dédiées afin qu'il puisse continuer à appuyer la protection et la promotion des droits de la personne dans le pays.

Dans l'intervalle, la première phase de cessation de service du personnel du BINUGBIS s'est achevée en juillet. D'autres départs sont prévus pour septembre et décembre. Un nombre résiduel de 28 personnes restera en place jusqu'au 28 février 2021 pour assurer la clôture et la liquidation de la mission.

Au vu de l'impasse qui prévaut actuellement et de ce qu'il va se passer par la suite, la communauté internationale devra rester fortement mobilisée pour éviter une détérioration de la situation politique et des droits de la personne, consolider les acquis démocratiques et préserver la paix et la stabilité ô combien nécessaires.

La rigidité des positions des acteurs politiques de même que leurs divisions constituent une menace sérieuse pour la stabilité et le développement durable. Nous devons encourager toutes les forces politiques

à participer à un dialogue constructif et à parvenir à un consensus autour des priorités nationales. Il faut également rappeler systématiquement aux forces militaires et de sécurité qu'elles n'ont pas à s'ingérer dans les affaires politiques. La réforme du secteur de la sécurité reste essentielle, comme cela a été souligné dans les Accords de Conakry. Les forces militaires et de sécurité doivent devenir des agents de changement en faveur de la paix et de la stabilité.

La mise en œuvre des réformes fondamentales, notamment la révision constitutionnelle, ainsi que la poursuite des efforts dans les domaines prioritaires de la consolidation de la paix, notamment la protection et la promotion des droits de la personne et de l'état de droit, la participation des femmes et l'égalité des sexes, ainsi que la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée, resteront des impératifs au-delà du BINUGBIS. Je voudrais également rappeler que, comme le prévoient les Accords de Conakry, les élections locales doivent être considérées comme l'une des priorités de la consolidation de la paix.

Par conséquent, il sera de la plus haute importance que la Commission de consolidation de la paix continue de jouer son rôle pour maintenir l'attention de la communauté internationale sur la Guinée-Bissau après le départ du BINUGBIS. Cela permettra d'assurer un soutien durable à la mise en œuvre des priorités en matière de consolidation de la paix qui restent essentielles. Qu'il me soit donc permis d'encourager les membres du Conseil et les partenaires internationaux à accroître leurs contributions financières au Fonds pour la consolidation de la paix, afin d'appuyer son rôle catalyseur et la transition des Nations Unies en Guinée-Bissau, l'objectif étant de façonner l'empreinte de l'équipe de pays des Nations Unies et de lui permettre de continuer à appuyer les efforts nationaux de mise en œuvre des Accords de Conakry.

Alors que le BINUGBIS va fermer dans moins de cinq mois, je voudrais rappeler que le soutien apporté par la communauté internationale au processus électoral de 2019 était certes nécessaire mais pas suffisant pour régler le problème d'instabilité politique dont la Guinée-Bissau souffre depuis longtemps. Je tiens donc à souligner que le pays doit rester en tête de l'ordre du jour de la communauté internationale, l'accent étant mis sur les réformes et le renforcement des institutions de l'État. La récente crise politique liée au différend électoral est une illustration des faiblesses structurelles du pays. Le pays et son peuple ont besoin de l'appui du Conseil pour

maintenir la stabilité, pérenniser la paix et promouvoir le développement socioéconomique. L'UNOWAS devra jouer un rôle croissant de bons offices. Plus important encore, l'appui du Conseil à la CEDEAO, en sa qualité de médiateur principal et dans le cadre de la mise en place d'un mécanisme efficace de suivi de ses décisions, restera impératif.

Pour terminer, je voudrais exprimer ma profonde gratitude au Conseil de sécurité pour le soutien sans faille qu'il apporte à la Guinée-Bissau dans ses crises politiques récurrentes. Le peuple bissau-guinéen mérite un pays doté d'institutions étatiques stables, transparentes et indépendantes qui respectent les principes de la séparation des pouvoirs, de la responsabilité et de l'état de droit.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Sori-Coulibaly de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M^{me} Waly.

M^{me} Waly (*parle en anglais*) : Je vous remercie, Monsieur le Président, de l'occasion qui m'est offerte de faire au Conseil de sécurité le point des menaces que le trafic de drogue et la criminalité organisée font peser sur la paix et la sécurité en Guinée-Bissau.

Je me félicite du présent débat, qui intervient à un moment de transition difficile pour l'appui international à la Guinée-Bissau, alors que la crise de la maladie à coronavirus accroît encore les vulnérabilités et complique les efforts de fourniture d'une assistance technique tant nécessaire. Une action urgente et coordonnée, fondée sur le partage des responsabilités, s'impose. Comme l'ont noté le Conseil de sécurité et plus récemment le Secrétaire général dans son rapport (S/2020/755), la lutte contre la criminalité transnationale organisée, notamment le trafic de drogue et la traite des personnes, est essentielle pour consolider la paix et œuvrer à une stabilité politique et économique durable en Guinée-Bissau.

La géographie côtière de la Guinée-Bissau et les problèmes de gestion des frontières qui en découlent ont été exploités par les groupes criminels organisés, en particulier pour le trafic transatlantique de cocaïne, une situation qui a été fortement aggravée par l'instabilité, la pauvreté et les capacités limitées de la justice et des forces de l'ordre.

Malgré ces graves difficultés, la Guinée-Bissau peut néanmoins s'enorgueillir de certains succès récents en matière d'application de la loi. L'année dernière, deux

opérations menées avec l'appui de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), l'opération CARAPAU, en mars, et l'opération NAVARA, en septembre, ont permis la saisie de près de trois tonnes de cocaïne. Ces résultats ne sont pas le fruit du hasard ou de la chance. Ils ont été obtenus de haute lutte grâce à l'intégration de la police judiciaire bissau-guinéenne dans les plateformes régionales et internationales de lutte contre le trafic de stupéfiants. Il est à noter que 19 trafiquants de drogue, dont des ressortissants étrangers, ont été condamnés par les autorités judiciaires depuis 2019 et leurs avoirs saisis.

Il s'avère, toutefois, difficile de reproduire ces succès. L'ONUDC s'inquiète également de la recrudescence du trafic de drogue et de la réémergence de l'influence des opérateurs criminels dans le pays. Le retour récent en Guinée-Bissau de trafiquants de drogue condamnés, tel qu'observé par l'ONUDC, est une autre source de préoccupation. Qui plus est, le licenciement d'homologues clefs au sein des services d'application de la loi menace de compromettre la pérennité des résultats obtenus.

Comme l'a indiqué M^{me} Sori-Coulibaly, la réforme du secteur de la sécurité est fondamentale et essentielle pour trouver une solution durable à l'instabilité politique chronique de la Guinée-Bissau et à sa vulnérabilité face à la criminalité transnationale organisée. L'ONUDC s'est employé à appuyer cette réforme depuis qu'il a commencé ses activités dans le pays en 2006.

Compte tenu de cet objectif fondamental et conformément à la résolution 2512 (2020), l'assistance de l'ONUDC à la Guinée-Bissau sera axée sur le renforcement des capacités des institutions nationales pour lutter contre la corruption et améliorer les mesures prises par la justice pénale pour faire face à toutes les formes de criminalité organisée. Nos activités s'inscriront dans le cadre du plan d'action stratégique national contre le trafic de drogue, la criminalité organisée et les menaces à la sécurité, qui a été élaboré avec l'appui de l'UNODC et approuvé par le Conseil des ministres en février. Le nouveau plan d'action stratégique national est une approche globale et intégrée à plusieurs niveaux qui s'applique à l'ensemble de la chaîne du système de sécurité et de justice en vue de lutter efficacement contre le trafic de drogue, la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment d'argent.

L'ONUDC commencera à mettre en œuvre deux nouveaux projets cet été, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement,

l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS). L'objectif de ces projets est d'appuyer les objectifs énoncés dans le plan d'action stratégique national, de renforcer la coordination entre les services de répression et de justice pénale et de promouvoir les mécanismes de lutte contre la corruption et de promotion de l'intégrité.

En outre, l'UNODC apporte un soutien technique au Ministère de la femme, de la famille et de la protection sociale et, en partenariat avec l'OIM et les États-Unis, il a contribué à l'élaboration du plan d'urgence pour lutter contre la traite des êtres humains en 2020. Ce plan servira également de base à l'élaboration du plan d'action national pour 2021-2026, qui, fait important, va prévoir un mécanisme d'orientation intégré chargé d'identifier et d'aider les victimes de la traite. Dans le même temps, l'UNODC continuera à apporter son appui aux unités opérationnelles de police qui ont été mises en place en Guinée-Bissau avec son concours, et dont les travaux ont abouti à de bons résultats sur lesquels nous pouvons faire fond.

La Cellule aéroportuaire anti-traffic du Projet de communication aéroportuaire, créé par l'UNODC en partenariat avec INTERPOL et l'Organisation mondiale des douanes, est une cellule inter-institutions spécialisée chargée de détecter et d'intercepter les drogues et les autres marchandises illicites, ainsi que de prévenir le terrorisme et d'intercepter les passagers à haut risque dans les aéroports.

Dans le cadre de l'Initiative côtes de l'Afrique de l'Ouest mise en œuvre par l'UNODC, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS), le Département des opérations de maintien de la paix et INTERPOL, nous avons également contribué à la création de la Cellule de lutte contre la criminalité transnationale, une cellule inter-institutions spécialisée chargée de recueillir et d'analyser des informations relatives à la criminalité organisée et de mener des opérations de renseignement au niveau national à l'appui d'enquêtes criminelles complexes. Ces deux cellules ont contribué à l'intégration des services de répression de la Guinée-Bissau dans des réseaux de coopération qui favorisent les échanges et la coordination Sud-Sud, notamment le long de la route de la cocaïne entre l'Amérique latine et l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit là de mesures importantes, mais il reste encore beaucoup à faire pour maintenir et améliorer l'opérationnalisation,

grâce au renforcement de l'appui et de la participation des homologues nationaux.

Alors qu'approche la transition du BINUGBIS, il est clair que la communauté internationale doit renouveler et renforcer son engagement en faveur de la Guinée-Bissau, dont ce pays a besoin et qu'il mérite. Depuis près de 15 ans, l'ONUSD compte sur la coopération et les ressources de la communauté internationale pour promouvoir et renforcer cette assistance à la Guinée-Bissau durant la période de transition et au-delà.

Pour terminer, je voudrais remercier le Conseil de sécurité, qui continue de faire de la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée une priorité et qui a appelé à plusieurs reprises au renforcement de l'appui apporté aux travaux de l'ONUSD, avec et pour le peuple de Guinée-Bissau.

Comme l'indique le Secrétaire général dans son dernier rapport sur la Guinée-Bissau, l'ONUSD continuera à suivre de près l'impact de la nouvelle dynamique politique et de la pandémie sur le trafic de drogue et le crime organisé et à en rendre compte, afin que les trafiquants de drogue n'exploitent pas la situation. À cet égard, et compte tenu de l'évolution de la situation politique, l'ONUSD poursuivra son large éventail d'activités d'assistance technique en faveur de la Guinée-Bissau, avec l'appui d'une équipe élargie sur le terrain. En plus de ces services spécialisés importants mais techniques dans une large mesure, l'ONUSD est prêt à offrir des services consultatifs d'un caractère plus officiel en matière de drogues, de criminalité organisée et de réforme de la justice à l'équipe de pays des Nations Unies et au Coordonnateur résident des Nations Unies, conformément à la résolution 2512 (2020), dans laquelle le Conseil nous demande de continuer à apporter notre appui.

Le Bureau régional de l'ONUSD pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, basé à Dakar, fournira également des conseils et un appui technique et poursuivra sa coordination stratégique avec l'UNOWAS et l'équipe de pays des Nations Unies.

En outre, l'ONUSD fournit à la Guinée-Bissau un appui intégré qui prend en compte et aborde les principales dynamiques régionales qui ont une incidence sur les défis liés à la drogue et à la criminalité organisée. Nous le faisons dans le cadre de notre coopération avec l'UNOWAS et de la mise en œuvre du programme régional de l'ONUSD pour l'Afrique de l'Ouest, en collaboration avec la CEDEAO, et des programmes mondiaux, notamment le programme CRIMJUST

visant à renforcer les enquêtes et la coopération le long des itinéraires du trafic de drogue, ainsi que dans le cadre de notre Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime.

L'ONUSD compte sur la coopération et les ressources de la communauté internationale pour promouvoir et renforcer cette assistance à la Guinée-Bissau durant la période de transition et au-delà.

Pour terminer, je voudrais remercier le Conseil de sécurité, qui continue de faire de la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée une priorité et qui a appelé à plusieurs reprises au renforcement de l'appui apporté aux travaux de l'ONUSD, avec et pour le peuple de Guinée-Bissau.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie M^{me} Waly de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

M. Abarry (Niger) : C'est avec une profonde émotion que je voudrais informer le Conseil qu'une lâche attaque, perpétrée par des individus à moto, a eu lieu hier à Kouré, une localité située à 60 kilomètres de Niamey. Au cours de cette attaque, on a eu à déplorer malheureusement huit pertes en vies humaines, à savoir deux Nigériens et six Français. Suite à ce grave incident, les forces de défense et de sécurité nigériennes, appuyées par les éléments de l'opération Barkhane et ceux des forces spéciales américaines, ont lancé des actions, toujours en cours. En cette douloureuse circonstance, je voudrais, au nom du Président de la République, du Gouvernement et du peuple nigériens, adresser mes très sincères condoléances aux familles des victimes ainsi qu'au Gouvernement et au peuple français, si durement éplorés.

Qu'il me soit permis ensuite, au nom des trois membres africains du Conseil, à savoir l'Afrique du Sud, la Tunisie et le Niger, et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, de saluer les efforts déployés pour la normalisation de la situation politique en Guinée-Bissau et de remercier nos présentateurs, M^{me} Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau; M^{me} Ghada Fathi Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, et M. João Genésio de Almeida Filho, Représentant permanent adjoint du Brésil, au nom du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, pour la qualité de leurs présentations, qui reflètent leurs engagements

respectifs à soutenir les efforts visant à résoudre la crise politique actuelle en Guinée-Bissau.

En ce moment où le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) se prépare à fermer ses portes, d'ici le 31 décembre 2020, je tiens à féliciter M^{me} Sori-Coulibaly et toute son équipe pour leurs efforts de bons offices, qui ont grandement aidé toutes les parties en Guinée-Bissau à s'engager résolument dans un processus de sortie de crise. Au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité et de Saint-Vincent-et-les Grenadines, nous espérons que les progrès significatifs réalisés jusqu'à présent seront poursuivis, y compris en termes de consolidation de la paix, par le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et l'équipe de pays des Nations Unies en Guinée-Bissau. En effet, malgré les défis politiques, des progrès ont été réalisés en termes de réduction des effectifs du Bureau, y compris l'identification des priorités en matière de consolidation de la paix, qui devraient être poursuivies conjointement par l'UNOWAS et l'équipe de pays des Nations Unies.

Depuis la fin du processus électoral en Guinée-Bissau, en décembre 2019, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est constamment engagée dans la recherche d'une solution durable à la crise politique et institutionnelle que connaît ce pays. À ce stade, je tiens à saluer l'engagement soutenu des partenaires internationaux, dont le Groupe des Cinq, qui a permis de renforcer le processus de stabilisation de la situation politique dans ce pays. Je tiens également à saluer le rôle éminemment positif joué par la Mission de la CEDEAO en Guinée-Bissau dont le mandat arrive à son terme, suite à la fin du processus électoral et à la normalisation progressive de la situation politique en Guinée-Bissau. Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines se félicitent de la mise en place du mécanisme tripartite intégré de coopération et de coordination, composé de la CEDEAO, du BINUGBIS et de l'UNOWAS, pour soutenir le processus politique et de transition des Nations Unies en Guinée-Bissau.

Il est clair que la Guinée-Bissau se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Par conséquent, elle a plus que jamais besoin de notre accompagnement et de notre soutien collectif. C'est dans cet esprit que la CEDEAO, dans son communiqué du 22 avril dernier, a reconnu la victoire de M. Umaro Sissoko Embaló et lui a demandé de nommer un premier ministre et de

mettre en place un nouveau gouvernement au plus tard le 22 mai. Dans le même communiqué, le Président Embaló a été invité à lancer un processus de réforme en vue d'adopter une nouvelle constitution, qui sera soumise à référendum, dans les six mois, afin de garantir la stabilité institutionnelle durable du pays. À cet égard, nous nous félicitons de la création d'une commission de révision constitutionnelle, composée de juristes bissau-guinéens expérimentés, chargée de cette mission. L'approbation récente, par la majorité des membres du Parlement, du programme du nouveau gouvernement devrait permettre au Premier Ministre nommé de poursuivre la mise en œuvre du programme, jusqu'à la mise en place d'un gouvernement d'union nationale. Nous saluons la proposition de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Rosine Sori-Coulibaly, de mettre en place une plateforme de haut niveau pour accompagner les réformes dont le pays a tant besoin. La coordination des nombreux efforts internationaux et régionaux en Guinée-Bissau est cruciale, à ce stade.

Malgré tous les efforts que nous avons salués ci-dessus, le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) qui a frappé la Guinée-Bissau a fortement ralenti le rythme de mise en œuvre des différentes réformes en cours, certains acteurs politiques ayant eux-mêmes été testés positifs à la COVID-19. Nous encourageons les autorités bissau-guinéennes, qui ont la responsabilité première d'assurer la sécurité de la population, ainsi que tous les acteurs politiques, à travailler ensemble pour atténuer cette menace en ce moment critique. Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines saluent la décision de l'Organisation ouest-africaine de la santé, une agence spécialisée de la CEDEAO, d'envoyer des kits sanitaires à tous les pays membres, y compris la Guinée-Bissau, dans le cadre de la réponse à la pandémie de COVID-19.

Comme je l'ai dit, la Guinée-Bissau est à la croisée des chemins. La tenue d'élections ne peut en effet, à elle seule, résoudre les nombreux défis auxquels le pays est confronté. Alors que nous passons à une nouvelle configuration de la présence des Nations Unies en Guinée-Bissau, nous appelons la communauté internationale à soutenir les initiatives nationales dans le cadre de la consolidation de la paix, en particulier dans le domaine du développement durable, y compris la sécurité alimentaire et le développement rural. Le renforcement et la modernisation des institutions démocratiques et la réforme du secteur judiciaire sont des domaines où un soutien substantiel devrait être apporté. Les trois membres africains du Conseil et

Saint-Vincent-et-les Grenadines soutiennent l'expansion des actions de développement socioéconomique sensibles au genre et à la jeunesse, de façon à garantir la participation de toutes les couches sociales bissauguinéennes. Nous félicitons l'Ambassadeur Ronaldo Costa Filho pour l'excellent travail accompli par la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, à cet égard.

En ce qui concerne la question du trafic de drogue, si nous sommes préoccupés par une possible résurgence de ce dangereux phénomène, après les progrès réalisés récemment grâce aux importantes saisies effectuées en mars et septembre 2019 et la condamnation des personnes impliquées, nous devons reconnaître que la Guinée-Bissau n'est ni un producteur ni un consommateur de ces stupéfiants illicites. La Guinée-Bissau est tout simplement victime d'une situation qui échappe à son contrôle, en raison de sa fragilité en termes de manque d'équipements de surveillance et de contrôle sur ses nombreuses îles, fragilité qui est malheureusement accentuée par son instabilité politique. Aujourd'hui plus que jamais, la communauté internationale devrait apporter un soutien accru à la Guinée-Bissau dans tous les domaines susceptibles de renforcer sa capacité de faire face à ce fléau. À cet égard, les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines se félicitent du soutien constant apporté par l'ONUDC dans le cadre du renforcement des capacités des acteurs engagés dans la lutte contre le trafic de drogue et les crimes « passerelles » du terrorisme et de la criminalité organisée, tels que la corruption et le blanchiment d'argent dans cette région.

Nous restons convaincus que, grâce à la mobilisation de ressources financières substantielles, l'Office dirigé par M^{me} Waly renforcera le travail important qu'il accomplit déjà à cet égard. Cela pourrait se faire à travers un soutien accru à la Guinée-Bissau dans la mise en œuvre de son plan d'action stratégique national, adopté en décembre 2019.

Pour conclure, la promotion et la protection des droits de l'homme et le respect de l'état de droit sont essentiels pour la paix, la sécurité, le développement et la stabilisation politique en Guinée-Bissau. À cette fin, nous encourageons les forces de défense et de sécurité de la Guinée-Bissau à observer une stricte neutralité à l'égard du processus politique en cours, comme elles l'ont fait jusqu'à présent.

M^{me} Evstigneeva (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais tout d'abord exprimer nos

condoléances suite à l'attaque qui s'est produite près de Niamey et former l'espoir que les auteurs seront retrouvés et punis.

Nous remercions la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, Rosine Sori-Coulibaly; la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Ghada Fathi Waly, et le représentant du Brésil, M. João Genésio de Almeida Filho, qui s'est exprimé au nom du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Depuis le début de l'année 2020, la Guinée-Bissau traverse une période post-électorale très complexe. Les différends au sujet du résultat de l'élection présidentielle ont eu des répercussions négatives sur la situation politique, sociale et économique du pays. La neutralité de l'armée est remise en question.

Dans le même temps, nous devons reconnaître que la situation est progressivement revenue à la normale depuis le mois d'avril. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a reconnu Umaro Sissoco Embaló en tant que Président légitimement élu. En juin, le Parlement a approuvé le programme de travail du Gouvernement du Premier Ministre Nuno Nabiam, une décision qui a été saluée par les dirigeants de la CEDEAO.

Naturellement, certains désaccords persistent entre les principaux acteurs politiques. À cet égard, nous appelons toutes les forces publiques et politiques à se comporter de manière responsable, ce qui permettrait de créer les conditions nécessaires à l'apaisement des tensions politiques. Nous appelons l'armée à rester en dehors de la politique, comme elle l'a fait par le passé.

Nous pensons que la formation d'un nouveau gouvernement en Guinée-Bissau permettra au pays de se concentrer sur la mise en œuvre des réformes prévues par les Accords de Conakry, y compris la révision de la Constitution, de la loi électorale et de la loi sur les partis politiques. Il est particulièrement important de s'atteler enfin à régler les problèmes socioéconomiques du pays, qui se sont clairement aggravés dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus.

Comme nous avons déjà eu l'occasion de le dire, nous pensons que le retrait du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) doit se faire progressivement et selon le calendrier fixé par la résolution 2512 (2020). D'ici la fin du mois de décembre, lorsque le BINUGBIS mettra

fin à sa présence en Guinée-Bissau, l'équipe de pays des Nations Unies doit être dotée de tous les outils nécessaires non seulement pour aider la Guinée-Bissau à se développer, mais aussi pour lui apporter un soutien efficace afin de s'attaquer à des défis aussi importants que le trafic de drogue et la corruption, et de garantir le bon fonctionnement des institutions gouvernementales.

À cet égard, je voudrais souligner en particulier le travail que l'ONUDC effectue dans la région et qui se poursuivra, d'après ce que nous avons entendu au cours de cette réunion d'information. Par ailleurs, nous sommes convaincus que le moment est venu d'envisager de lever progressivement les sanctions du Conseil de sécurité contre la Guinée-Bissau, qui sont désormais obsolètes. La situation actuelle n'a rien à voir avec le coup d'État de 2012, lorsque les sanctions ont été imposées. Comme l'ont montré les événements survenus au premier semestre de cette année, les sanctions n'influencent en rien la dynamique politique intérieure. Elles semblent exister dans une sorte de dimension parallèle. Compte tenu de la fin des activités du BINUGBIS et de l'absence de réelles menaces sur la paix et la sécurité internationales, leur maintien est assez déconcertant.

M. Sautter (Allemagne) (*parle en anglais*) : Avant tout, je tiens à présenter mes condoléances à la suite de l'odieuse attaque perpétrée dans les environs de Niamey.

Je tiens à remercier à mon tour les intervenants. Nous apprécions les éclairages de M. João de Almeida Filho, au nom du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, ainsi que l'exposé de M^{me} Ghada Fathi Waly, de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, deux instances appelées à jouer un rôle plus important encore à l'avenir.

À l'occasion de cette dernière séance régulière du Conseil de sécurité avant le retrait du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), nous souhaitons remercier la mission pour tout le travail accompli au cours des 21 dernières années. Par-dessus tout, je tiens à remercier chaleureusement M^{me} Rosine Sori-Coulibaly et son équipe. Nous sommes heureux que le Bureau continue d'apporter son expertise pour appuyer l'application complète des Accords de Conakry, ainsi que celle de la feuille de route en six points de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le fait que la mission soit sur le point de se retirer ne veut pas dire que nous ayons à nous réjouir de la situation en Guinée-Bissau. Elle y est toujours préoccupante, et ce, pour trois raisons.

Premièrement, nous regrettons que la crise politique qui a suivi l'élection présidentielle pacifique de l'an dernier ne soit toujours pas résolue. Avec la pandémie de maladie à coronavirus, il est plus important que jamais de disposer d'un gouvernement opérationnel et d'institutions dignes de confiance. Le travail doit se poursuivre.

Deuxièmement, nous sommes profondément préoccupés par les informations faisant état de violences et de menaces à l'endroit des acteurs politiques. Nous avons pris bonne note de ce que M^{me} Sori-Coulibaly vient de nous exposer à ce propos. Le respect des droits de la personne et des libertés humaines fondamentales n'est pas négociable; il doit être assuré en toutes circonstances, sans conditions préalables.

Troisièmement, pour rétablir la stabilité dans le pays, toutes les parties prenantes doivent agir de manière responsable et conformément à la Constitution. Cela inclut les forces de sécurité. Le manque de neutralité dont font preuve les militaires en occupant les institutions de l'État ne répond manifestement pas à cette exigence.

Pour régler durablement cette crise politique, il faut mobiliser tous les acteurs politiques; la société civile, en particulier, doit jouer un rôle charnière. Cela inclut une participation pleine et concrète des femmes, sur un pied d'égalité, à tous les stades des processus de dialogue politique et de consolidation de la paix. Dans ce contexte, nous saluons les efforts déployés par le BINUGBIS pour se rapprocher des représentantes des femmes et adopter dans ses travaux une démarche tenant compte des questions de genre. Il reste cependant beaucoup à faire. Avant tout, il nous faut mettre fin à l'impunité des crimes fondés sur le genre et des violations des droits de la personne.

À l'approche du retrait de la mission, nous nous félicitons que le processus de transition se poursuive, en dépit des défis supplémentaires que génèrent les tensions politiques et la pandémie. Les autres formats pris par la présence de l'ONU et des organisations régionales, en particulier la CEDEAO, doivent jouer un rôle actif et coordonné; cela reste crucial pour éviter toute déstabilisation. Le « Groupe des Cinq » et la formation pays de la Commission de consolidation de la paix doivent

continuer d'apporter leur coopération et l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix doit se poursuivre. La coopération régionale est, elle aussi, primordiale pour lutter contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues, qui ont de graves implications pour la stabilité de toute la région. Les signes indiquant que des personnels politiques et militaires seraient impliqués dans ces entreprises illégales sont affligeants et doivent faire l'objet d'un suivi. Nous devons également les garder à l'esprit lorsque nous discuterons, au Conseil de sécurité, de l'avenir des sanctions.

Nous appuyons l'important travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et du BINUGBIS, qui accompagnent les forces de l'ordre nationales et leur donnent les moyens de poursuivre efficacement la criminalité organisée.

Pour terminer, je voudrais saluer les efforts déployés par le BINUGBIS et par la CEDEAO pour promouvoir le dialogue et dépasser les tensions politiques. Certes, l'appropriation nationale reste impérative pour enregistrer de réels progrès, mais il nous faut maintenir l'attention internationale sur cette crise, et nous entendons le faire. Promulguer les réformes essentielles envisagées dans les Accords de Conakry et la feuille de route de la CEDEAO est une première étape cruciale.

M. Auväärt (Estonie) (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis de présenter à mon tour mes condoléances après l'attaque perpétrée dans la région de Niamey.

Je remercie les intervenants de leurs exposés détaillés sur les derniers événements survenus en Guinée-Bissau et sur les activités de consolidation de la paix menées sur place. Je tiens à exprimer le plein soutien de l'Estonie à l'action de la Représentante spéciale du Secrétaire général Sori-Coulibaly et du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS).

La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et la crise politique et institutionnelle persistante en Guinée-Bissau ont fait peser un lourd fardeau sur la mission. Dans ce contexte, nous saluons les mesures qu'elle a prises dans l'optique de son retrait, ainsi que sa capacité à adopter rapidement une approche tenant compte de la pandémie dans ses activités.

Dans le même temps, les faits nouveaux survenus en Guinée-Bissau sont peu encourageants. L'impasse politique actuelle et l'intrusion de l'armée dans la sphère politique sont très préoccupantes. Les mesures

déterminées prises par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ont été très utiles, et nous l'en félicitons.

Nous appelons cette dernière à poursuivre sur la voie d'une mobilisation active pour aider à résorber la crise institutionnelle. Nous invitons également le peuple bissau-guinéen à prendre des mesures constructives en vue de trouver une issue pacifique à la crise politique actuelle. C'est particulièrement important actuellement, sur fond de pandémie de COVID-19, pour éviter une potentielle déstabilisation du pays.

Nous sommes extrêmement préoccupés par les informations relayant une hausse des violations des droits de la personne et un usage excessif de la force par les forces de sécurité de l'État. Il est tout simplement épouvantable d'apprendre que des femmes seraient passées à tabac au prétexte de faire appliquer les mesures de confinement. Nous exhortons à mener l'enquête sur ces incidents et à faire en sorte que leurs auteurs répondent de leurs actes.

Nous félicitons les organisations internationales présentes en Guinée-Bissau d'avoir adopté une approche intégrée pour relever les défis humanitaires dans le pays. En outre, il est important de privilégier une approche holistique et tenant compte des questions de genre pour mener les activités de consolidation de la paix, et ce sera particulièrement important après la fermeture du BINUGBIS.

Le rôle de la Commission de consolidation de la paix est essentiel à cet égard. Autre fait nouveau dont il y a lieu de se féliciter, le Fonds pour la consolidation de la paix a approuvé un nouveau projet visant à lutter contre les effets déstabilisateurs du trafic de drogue et du crime organisé.

M^{me} Fanton (France) : Je tiens tout d'abord à avoir une pensée pour le groupe de travailleurs humanitaires et leurs accompagnateurs qui ont été victimes d'une attaque meurtrière hier au Niger, à une cinquantaine de kilomètres de Niamey. J'exprime mes condoléances et le soutien de la nation française aux familles et proches des victimes. Comme l'a rappelé hier le Président de la République, M. Emmanuel Macron, lors d'un entretien avec son homologue nigérien, notre détermination à poursuivre la lutte en commun contre les groupes terroristes au Sahel demeure intacte et tous les moyens sont et seront mis en œuvre pour élucider les circonstances de cet attentat meurtrier.

Je remercie aussi la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, Rosine Sori-Coulibaly, la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Ghada Fathi Waly, et le Représentant permanent adjoint du Brésil, João Genésio de Almeida Filho, qui préside la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, pour leurs interventions.

Je souhaite aborder trois points.

Mon premier point concerne la situation politique en Guinée-Bissau. Cette situation demeure fragile. La France a pris acte de la reconnaissance, par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), de la victoire de M. Úmaro Sissoco Embaló à l'élection présidentielle. Nous déplorons cependant que cette transition politique se soit déroulée au mépris du respect du droit et regrettons que les recommandations de la CEDEAO, notamment la formation d'un nouveau Gouvernement d'ici le 22 mai, n'aient toujours pas été mises en œuvre par le Président bissau-guinéen. Nous avons relevé avec inquiétude l'occupation de l'Assemblée nationale populaire et de la Cour suprême de justice par les militaires. De nombreux actes d'intimidations impliquant les autorités à l'encontre de journalistes, des juges de la Cour suprême de justice ainsi que des opposants politiques ont été rapportés.

Nous appelons tous les acteurs politiques et institutionnels à poursuivre le dialogue et à œuvrer pour la stabilité du pays, dans le respect de l'état de droit et des droits de l'homme. L'objectif est que les institutions bissau-guinéennes puissent se consacrer au développement du pays et au redressement de la situation économique, particulièrement mise à mal par la pandémie de maladie à coronavirus. La résolution de la crise politique passe par des chantiers de fond, dont la mise en œuvre des réformes préconisées par les Accords de Conakry du 14 octobre 2016, de la feuille de route en six points de la CEDEAO et de la révision de la Constitution.

Mon second point est relatif à l'accompagnement international de la Guinée-Bissau. Alors que le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau va prochainement terminer ses activités, je réitère notre soutien à la Représentante spéciale dans ses efforts d'accompagnement des acteurs bissau-guinéens et de transfert des tâches au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et à l'équipe-pays. Dans cette phase décisive, nous pensons qu'il est important que la communauté internationale

demeure unie et impliquée pour accompagner les nouvelles autorités et leur passer les messages adéquats concernant nos attentes. La France salue l'engagement des partenaires du pays, particulièrement celui du Groupe des cinq pour la Guinée-Bissau – la CEDEAO, l'Union africaine, la Communauté des pays de langue portugaise, l'Union européenne et l'ONU. Je veux aussi saluer l'action de la Commission de consolidation de la paix, sous la direction de l'Ambassadeur Vieira, et le rôle des projets du Fonds pour la consolidation de la paix.

Dans un dernier point, je voudrais souligner l'importance de la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée. Les progrès en la matière restent insuffisants. Nous attendons des autorités bissau-guinéennes un engagement soutenu et dans la durée sur cette question. L'appui de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime est bénéfique et plusieurs de ses programmes ont récemment aidé à la saisie de stocks de drogue. Cette coopération doit se poursuivre au bénéfice de la paix et de la sécurité de l'ensemble de la région.

M. Bing Dai (Chine) (*parle en chinois*) : Avant d'entamer mon propos, je tiens à condamner l'attaque perpétrée hier au Niger et à présenter nos condoléances aux familles des victimes.

Je remercie de leurs exposés nos trois intervenants, la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, Sori-Coulibaly, la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, Waly, et l'Ambassadeur de Almeida Filho, qui s'est exprimé au nom du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

La Chine suit de près l'évolution de la situation en Guinée-Bissau. L'élection présidentielle s'est déroulée sans heurts à la fin de 2019, malgré quelques contestations sur les résultats du scrutin. Les parties ont, dans l'ensemble, pu régler leurs différends par le dialogue. La Chine se réjouit de constater que l'Assemblée nationale populaire a entériné le nouveau programme du Gouvernement le 29 juin dernier et que le processus politique revient progressivement sur la bonne voie. Nous considérons que ces progrès méritent d'être loués.

À la lumière du rapport du Secrétaire général (S/2020/755), je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, la formation du nouveau Gouvernement offre une chance décisive qui doit être

saisie par les parties bissau-guinéennes pour privilégier les intérêts à long terme de leur pays et de leur peuple, prendre des mesures concrètes afin de poursuivre la mise en œuvre des Accords de Conakry et de la feuille de route en six points de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), accélérer la révision constitutionnelle et les autres réformes politiques, consolider la stabilité politique acquise de haute lutte, promouvoir le développement économique et améliorer le niveau de vie de la population. En raison du défi posé par la maladie à coronavirus (COVID-19), il est d'autant plus important que les parties gardent à l'esprit les intérêts de la population et œuvrent de concert contre la COVID-19. Elles doivent également redoubler d'efforts pour lutter contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée afin de défendre l'état de droit et la justice.

Deuxièmement, étant donné la fragilité économique de la Guinée-Bissau, en sus de ses propres efforts, il faut renforcer l'appui de la communauté internationale en accroissant les investissements dans la réduction de la pauvreté, l'éducation, les soins de santé et les infrastructures, entre autres domaines, afin que le pays puisse se développer durablement sur les plans économique et social. Aux côtés de la communauté internationale, la Chine est prête à fournir une assistance là où elle le peut afin d'accompagner le développement national de la Guinée-Bissau et la réponse à la COVID-19.

Troisièmement, la CEDEAO a joué un rôle important dans le règlement du contentieux électoral par une médiation active. La Chine continue d'appuyer les pays africains dans la recherche de solutions africaines aux problèmes africains. Elle soutient les organisations régionales et sous-régionales, telles que l'Union africaine et la CEDEAO, pour qu'elles continuent d'apporter un soutien adapté à la paix et au développement de la Guinée-Bissau, tout en respectant sa souveraineté et sans s'ingérer dans ses affaires intérieures. Le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), pour sa part, peut continuer à jouer un rôle de coordination pour créer des synergies entre les différents acteurs.

Quatrièmement, la Chine a pris note de la mise en œuvre progressive du plan de transition par le BINUGBIS et l'encourage à renforcer sa communication et sa coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, tout en tenant pleinement compte des vues

du Gouvernement bissau-guinéen afin d'assurer une transition sans heurts entre les mandats. La Chine est prête à continuer d'appuyer le travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général et du BINUGBIS.

M. Hunter (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord m'associer à mes collègues pour condamner les attaques perpétrées au Niger et exprimer nos condoléances aux victimes et à leurs familles.

Nous remercions la Représentante spéciale Sori-Coulibaly de son exposé circonstancié. Au nom des États-Unis, je voudrais lui exprimer notre gratitude pour sa conduite du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) pendant cette période très difficile. J'aimerais également remercier les autres intervenants de leurs informations très utiles.

La Guinée-Bissau est confrontée à un large éventail de défis. La pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a eu de nouvelles conséquences néfastes sur son économie et a encore compliqué le paysage politique. Les États-Unis apprécient particulièrement les efforts déployés par la Représentante spéciale et son équipe pour assurer une transition complète et durable des responsabilités de la mission vers l'équipe de pays des Nations Unies et les autres organisations onusiennes travaillant en Afrique de l'Ouest. Ces efforts sont essentiels pour éviter un fléchissement de l'appui apporté au peuple bissau-guinéen.

Alors que le BINUGBIS poursuit son retrait progressif et se prépare à transférer ses tâches à l'équipe de pays des Nations Unies et au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel à la fin de son mandat en décembre, les États-Unis souhaitent féliciter la Représentante spéciale et les hommes et les femmes qui ont travaillé à ses côtés pour soutenir à la fois les Accords de Conakry et la pleine mise en œuvre de la feuille de route en six points de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour régler la crise politique en Guinée-Bissau. Nous félicitons le BINUGBIS de son travail de renforcement des capacités, de promotion de l'état de droit, de consolidation de l'ordre constitutionnel et d'amélioration de la coopération et de la coordination avec l'Union africaine, la CEDEAO et d'autres partenaires internationaux. Nous l'en remercions très sincèrement.

La pandémie de COVID-19 continue de susciter l'inquiétude dans un pays où les cas parmi les travailleurs

sanitaires ont augmenté à un rythme alarmant ces derniers jours. Il est d'une importance capitale que le Gouvernement bissau-guinéen continue de prendre des mesures positives pour lutter contre la propagation de la COVID-19. La communauté internationale est prête à aider le pays, mais c'est aux autorités locales de prendre les rênes de ces efforts.

Les États-Unis sont engagés à appuyer les efforts déployés par le peuple bissau-guinéen pour mettre fin aux cycles de violence et d'instabilité qui ont ravagé le pays pendant trop longtemps. À cette fin, nous souhaitons établir une relation positive et constructive avec le nouveau Gouvernement de la Guinée-Bissau - une relation fondée sur le respect des droits de l'homme, l'état de droit et une véritable gouvernance démocratique. Nous continuerons à fournir une importante aide humanitaire et au développement au peuple bissau-guinéen.

Les États-Unis appuient une presse libre et indépendante, qui est essentielle à un gouvernement démocratique. Nous sommes profondément préoccupés par les actes de vandalisme commis contre Radio Capital FM et nous prenons note de la déclaration du 29 juillet du groupe des cinq partenaires internationaux de la Guinée-Bissau, qui condamne fermement ces actes qui constituent une atteinte aux droits du peuple bissau-guinéen à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.

Nous encourageons en outre le Gouvernement de la Guinée-Bissau à rester vigilant dans la lutte contre le trafic de drogue.

Les États-Unis continueront à soutenir les Bissau-Guinéens dans leurs efforts pour construire un avenir meilleur et plus robuste pour eux-mêmes et leurs enfants.

M. Bencosme Castaños (République dominicaine) (*parle en espagnol*) : Nous voudrions tout d'abord adresser nos sincères condoléances au Gouvernement et au peuple nigériens pour l'attentat perpétré durant le week-end au Niger.

Nous tenons à remercier les intervenants de leurs exposés d'aujourd'hui.

Le chemin que les autorités de Guinée-Bissau doivent parcourir n'est pas facile. La situation actuelle est caractérisée par de nombreux défis, notamment la nécessité de renforcer le dialogue politique, accompagné de réformes urgentes, comme la révision constitutionnelle, ainsi que la lutte contre le trafic

de drogue et la criminalité transnationale organisée, une situation socio-économique qui ne cesse de se détériorer, l'aggravation des inégalités entre les sexes et les conséquences de la pandémie de coronavirus sur le secteur de la santé.

L'année 2020 est également une année critique pour la Guinée-Bissau, avec quatre transitions majeures, à savoir la réduction des effectifs du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, le transfert des tâches à l'équipe de pays des Nations Unies, le transfert du pouvoir à de nouveaux dirigeants politiques et la fermeture de la mission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Par conséquent, à mesure que le rôle de la communauté internationale sur le terrain diminue, les autorités locales doivent assumer de plus en plus de responsabilités, en rendant des comptes à leurs citoyens et en améliorant leurs conditions de vie par leurs actions.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général (S/2020/755), il est clair que les forces militaires sont intervenues dans la crise politique qui a suivi l'élection présidentielle de 2019. Nous déplorons vivement ce comportement, qui rappelle au Conseil de sécurité que l'armée n'a pas encore prouvé son impartialité et son indépendance dans ce contexte de conflit interne. En conséquence, la situation humanitaire et en matière de sécurité dans le pays s'est détériorée, mettant en évidence le rôle essentiel que jouent les forces armées et les conséquences négatives directes que peuvent subir la population lorsqu'elles ne s'acquittent pas fidèlement de leur mandat.

En ce qui concerne la liberté d'expression, nous estimons que les actes récents de vandalisme commis contre les locaux et les équipements de Radio Capital FM sont répréhensibles. Ces actes, qui auraient été perpétrés par des hommes armés non identifiés portant l'uniforme de la garde nationale bissau-guinéenne, constituent une violation manifeste de la liberté d'expression et du droit à l'information, car ils s'attaquent directement à une pierre angulaire des États démocratiques. À cet égard, nous exhortons les autorités à mener des enquêtes exhaustives sur ces violations des droits de l'homme et sur d'autres violations, afin que leurs auteurs soient traduits en justice. Les informations faisant état de violences physiques commises contre des femmes par des agents de police, ainsi que l'emploi excessif de la force et les traitements inhumains par des éléments des forces de sécurité, notamment à l'encontre de femmes et d'enfants, dans le cadre de l'application

des mesures de confinement liées à la pandémie, sont particulièrement préoccupants.

D'autre part, la République dominicaine, en tant que membre de la Commission de consolidation de la paix, tient à saluer le travail louable accompli par la Commission sur le terrain en cette période sans précédent, notamment en ce qui concerne la mobilisation de fonds, la hiérarchisation des objectifs de consolidation de la paix, la promotion de la participation et de l'inclusion des femmes et des jeunes dans le processus politique et la promotion des réformes internes dont le pays a tant besoin pour parvenir à une stabilité durable.

Nous ne voudrions pas conclure notre intervention sans saluer les efforts et les bons offices de tous les partenaires régionaux et internationaux de la Guinée-Bissau, en particulier la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, dont l'appui et la médiation ont été d'une importance capitale lors du contentieux électoral en 2019.

M^{me} Van Vlierberge (Belgique) : Tout d'abord, à l'instar de mes collègues, je tiens à exprimer les condoléances de mon pays aux Gouvernements de la France et du Niger suite à l'attaque meurtrière et haineuse qui a eu lieu hier au Niger.

Je tiens également à remercier les intervenants pour leurs exposés d'aujourd'hui.

La Belgique note que le contentieux politique suivant l'élection présidentielle n'est toujours pas pleinement résolu, malgré la reconnaissance de l'élection du Président Umaro Sissoco Embaló le 22 avril par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du programme du Gouvernement du Premier Ministre Nuno Gomes Nabiam le 29 juin. Les tensions et le climat de méfiance continuent de caractériser le champ politique. Dans ce cadre, il faut reconnaître et soutenir les efforts déployés par la CEDEAO et le groupe des cinq. Cependant, comme le Secrétaire général, nous appelons tous les acteurs politiques de Guinée-Bissau à entrer dans un dialogue inclusif et sincère, y compris avec la société civile, pour parvenir à un consensus sur les questions litigieuses. Cet esprit de coopération est également nécessaire pour engager un programme de réformes, dont le pays a tant besoin, et une révision de la Constitution, le tout suivant les Accords de Conakry et la feuille de route de la CEDEAO.

La stabilité politique est essentielle au redressement socio-économique; la pandémie vient

ajouter un niveau de complexité supplémentaire à ce défi. À cet égard, il est important que les mesures prises par les autorités pour lutter contre cette menace et ses conséquences prennent suffisamment en compte la situation des plus démunis, menacés par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et l'inaccessibilité des soins de santé. La lutte contre les fléaux du trafic de drogue et de la criminalité organisée sera également cruciale pour empêcher les trafiquants de drogue d'exploiter la situation actuelle dans le pays.

Enfin, en dépit des défis du contexte politique et de la lutte contre la pandémie, il demeure crucial que le Gouvernement et toutes les institutions de l'État veillent au respect de l'état de droit et de la liberté d'expression et à la protection des droits humains. Ce sont des ingrédients indispensables pour que le pays retrouve le chemin de la stabilité. La Belgique appelle le Gouvernement à investiguer au sujet des événements récents, notamment les menaces vis-à-vis des membres du Parlement ou encore l'attaque violente à l'encontre des médias.

Nous saluons les efforts réalisés par le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau, en collaboration avec l'équipe de pays et le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, dans le contexte de sa fermeture. Nous répétons que la transition doit s'effectuer de façon sereine et aussi indolore que possible pour le pays. La réussite de la transition dépendra également de l'appropriation des tâches du Bureau intégré par les autorités bissau-guinéennes.

Le départ du Bureau intégré ne signifie pas un quelconque abandon de la Guinée-Bissau par la communauté internationale. Le suivi de la situation par la formation Guinée-Bissau de la Commission pour la consolidation de la paix, ainsi que l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix, sont positifs. Le travail de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime dans la région continuera à revêtir une importance cruciale dans la région. Il sera important de continuer cet accompagnement dans la nouvelle phase qui s'ouvrira en Guinée-Bissau.

Je terminerai en exprimant le plein soutien de la Belgique au travail de la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Sori-Coulibaly, et de l'ensemble du Bureau intégré pour leurs efforts en faveur du dialogue et de la réconciliation nationale dans le pays.

M^{me} Farrey (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Avant toute chose, je voudrais me joindre aux autres orateurs pour présenter mes condoléances à la France et au Niger pour toutes les personnes tuées dans l'attaque qui s'est produite hier au Niger.

Qu'il me soit permis de commencer par remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau, Sori-Coulibaly, et tous les intervenants d'avoir exposé clairement les défis et les possibilités qui se présentent à la Guinée-Bissau.

Lors de la séance d'information organisée en février (voir S/PV.8736), nous nous étions félicités du déroulement pacifique de l'élection présidentielle et avons exprimé notre inquiétude face aux risques posés par la période post-électorale. Malheureusement, nombre de ces risques se sont concrétisés depuis lors.

Premièrement, l'armée bissau-guinéenne a joué un rôle actif et malvenu dans la sphère politique. Le 2 mars, elle a occupé la Cour suprême, interrompant le processus de recours concernant les résultats de l'élection présidentielle, et le 7 mai, elle a brièvement occupé le bâtiment de l'Assemblée nationale populaire, empêchant les parlementaires d'y entrer.

Deuxièmement, nous avons reçu des rapports faisant état de violences et d'intimidations incessantes contre des opposants politiques, notamment les députés Marciano Indi et Armando Dias et l'ancien Premier Ministre Aristides Gomes, ainsi que contre des juges et des journalistes, y compris, le 26 juillet, le saccage des locaux de Radio Capital FM.

Troisièmement, les nouvelles autorités semblent se désintéresser des trafiquants de drogue, et une augmentation du trafic est signalée, tandis que, parallèlement, il n'y a plus eu aucune saisie d'effectuée. Braima Seidi Bá, le grand baron de la drogue, qui a été reconnu coupable et condamné par un tribunal bissau-guinéen en mars, ne purge pas sa peine et poursuivrait, semble-t-il, ses activités en Guinée-Bissau, avec la protection de l'armée. Si tel était le cas, cela constituerait une violation flagrante du système judiciaire du pays.

Le comportement déstabilisateur des nouvelles autorités a un coût élevé pour la population bissau-guinéenne qui, vivant déjà dans la pauvreté, aujourd'hui aggravée par la maladie à coronavirus, attend et mérite davantage de la part de ses dirigeants.

Toutefois, il existe aussi des possibilités - des possibilités pour le Gouvernement bissau-guinéen de

montrer qu'il prend au sérieux sa responsabilité envers son peuple. Nous appelons le Gouvernement à saisir ces occasions et à gouverner de manière inclusive, en résolvant les problèmes par le dialogue et en mettant en œuvre des réformes politiques indispensables. Parmi ces réformes, il y a notamment la révision urgente de la Constitution, sous l'autorité de l'Assemblée nationale populaire, et la mise en œuvre du plan d'action stratégique national pour lutter contre le trafic de drogue et le crime organisé.

Le Gouvernement doit se sentir encouragé à prendre ces mesures importantes et soutenu. À cet égard, nous saluons le rôle de médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la crise politique actuelle, et nous appelons la CEDEAO à rester unie, à faire passer les intérêts du peuple bissau-guinéen en premier et à renforcer sa présence à Bissau afin de contrôler et d'assurer la bonne mise en œuvre de ses décisions et du programme de réformes.

Nous invitons également le Groupe des cinq partenaires internationaux et la communauté internationale à soutenir la Guinée-Bissau et à encourager ses nouvelles autorités à s'acquitter de leurs responsabilités. À cet égard, nous appuyons les recommandations du Secrétaire général, en particulier en ce qui concerne la mise en place d'une plateforme de haut niveau pour accompagner le programme de réforme et la création d'une institution nationale indépendante des droits de la personne, conforme aux Principes de Paris.

Pour conclure, à l'heure où le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) s'appête à se retirer de ce pays, je voudrais, au nom du Royaume-Uni, remercier la Représentante spéciale Sori-Coulibaly et tout le personnel du BINUGBIS pour leurs efforts et les féliciter pour le bon travail qu'ils ont accompli dans un contexte difficile. Nous espérons que les dirigeants de la Guinée-Bissau sauront se montrer à la hauteur de leurs responsabilités et faire fond sur les efforts du BINUGBIS, afin de surmonter les difficultés et de saisir les occasions qui se présentent pour mener la Guinée-Bissau vers l'avenir stable et démocratique que son peuple mérite.

M. Dang (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je voudrais me joindre aux autres orateurs pour condamner la récente attaque qui s'est produite au Niger

et exprimer toutes nos condoléances aux Gouvernements nigérien et français ainsi qu'aux familles des victimes.

Je remercie M^{me} Rosine Sori-Coulibaly, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la Guinée-Bissau et Cheffe du Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), pour son exposé très complet. Je tiens également à remercier de leurs contributions M^{me} Ghada Fathi Waly, Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD), et M. João Genésio de Almeida Filho, Représentant permanent adjoint du Brésil, qui s'est exprimé au nom du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Je souhaite par ailleurs la bienvenue à la présente séance au représentant de la Guinée-Bissau.

Nous nous associons aux autres États Membres pour exprimer notre inquiétude face à la détérioration des conditions de sécurité et de la situation humanitaire en Guinée-Bissau. Nous sommes inquiets du risque potentiel de résurgence du trafic de drogue et du crime organisé dans le pays. Nous estimons que maintenir l'unité et la réconciliation est la seule voie viable pour assurer la stabilité et le développement de la Guinée-Bissau.

Nous saluons les efforts de médiation déployés par l'ONU, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Groupe des cinq et d'autres partenaires internationaux afin d'apporter la paix, la stabilité et la sécurité à la Guinée-Bissau. Sans ces efforts, la population bissau-guinéenne aurait subi des tensions et des troubles encore plus importants.

Du fait de la pandémie de maladie coronavirus (COVID-19), la Guinée-Bissau doit faire face à de multiples défis, notamment la fragilité de son système de santé, l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), environ 63 % des ménages en Guinée-Bissau se disent confrontés à des pénuries alimentaires, et 80 % ont du mal à se rendre sur les marchés en raison du couvre-feu, de l'insuffisance des transports ou de la peur d'être infectés. Environ 180 000 enfants ne peuvent pas recevoir de repas scolaires en raison de la fermeture des écoles. Les retombées négatives de la lutte contre la COVID-19 pourraient aggraver encore la situation.

Nous accueillons positivement les efforts internationaux déployés par l'UNICEF, le PAM, le Programme des Nations Unies pour le développement et

l'Organisation internationale pour les migrations pour aider les autorités bissau-guinéennes à mettre en place et renforcer les mécanismes pertinents pour lutter contre la pandémie de COVID-19 et à élaborer des stratégies de communication sur les risques liés à la pandémie, un plan d'urgence national et des stratégies de levée de fonds. Nous sommes conscients des difficultés que rencontre le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) s'agissant de mettre en œuvre son mandat au titre de la résolution 2512 (2020) et le processus de transition des Nations Unies en prévision du retrait et de la fermeture du Bureau d'ici au 31 décembre. À cet égard, nous voudrions faire les remarques suivantes.

Premièrement, nous invitons instamment toutes les parties à œuvrer de concert pour aplanir leurs divergences, promouvoir la réconciliation nationale, consolider le gouvernement et veiller au bon fonctionnement des institutions, tout en s'attaquant aux problèmes politiques et socioéconomiques.

Deuxièmement, nous exhortons le Président, le Gouvernement, les membres du Parlement et toutes les parties prenantes à travailler en collaboration pour mettre en œuvre les réformes indispensables prévues dans les Accords de Conakry, le pacte de stabilité et la feuille de route de la CEDEAO. Il est également important de se concentrer sur la mise en œuvre du programme de réforme, conformément à la décision de la CEDEAO du 20 avril. Nous accueillons par ailleurs favorablement la proposition de la Représentante spéciale du Secrétaire général de mettre en place une plateforme de haut niveau pour accompagner le programme de réforme.

Troisièmement, nous insistons sur l'importance de renforcer la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité transnationale et d'intensifier la coopération avec l'ONU, en particulier l'ONUDD, et d'autres partenaires pour relever les défis à cet égard. Nous insistons aussi sur l'importance de la participation des femmes et des jeunes à tous les processus de prise de décisions. Nous demandons en outre à l'ONU, à la CEDEAO et aux partenaires internationaux de continuer à apporter un soutien et une assistance substantiels à la Guinée-Bissau afin qu'une aide indispensable puisse être fournie à ceux qui en ont besoin.

Enfin et non des moindres, nous réaffirmons notre appui à la pleine mise en œuvre de la résolution 2512 (2020). Nous invitons l'ONU, le BINUGBIS, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Gouvernement bissau-guinéen

à travailler en étroite collaboration afin de procéder au transfert du mandat du BINUGBIS à l'UNOWAS et de mener à bien le plan de retrait et de fermeture du BINUGBIS d'ici au 31 décembre.

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Indonésie.

Tout d'abord, je voudrais moi aussi commencer par adresser nos condoléances aux Gouvernements et aux peuples nigériens et français suite au décès des travailleurs humanitaires dans la région de Niamey, et exprimer notre condamnation de cette attaque lâche.

Je voudrais ensuite remercier la Représentante spéciale du Secrétaire général, M^{me} Sori-Coulibaly; la Directrice exécutive de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, M^{me} Ghada Fathi Waly, et l'Ambassadeur De Almeida Filho, pour leurs exposés.

Je tiens également à réaffirmer notre reconnaissance et notre appui au Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS) pour le travail qu'il effectue afin de poursuivre le dialogue avec toutes les parties prenantes, ainsi qu'à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), pour ses efforts en vue de trouver une issue à l'impasse politique qui a paralysé le fonctionnement des institutions de l'État.

La Guinée-Bissau est confrontée à des défis politiques, sécuritaires et socioéconomiques qui sont encore exacerbés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Dans un tel contexte, je souhaite insister sur les éléments suivants.

Premièrement, les efforts concertés de tous les acteurs nationaux sont indispensables. Bien que le nouveau Gouvernement ait été formé et son programme approuvé, nous estimons qu'il est important que toutes les parties poursuivent le dialogue afin de venir à bout des questions en suspens et de parvenir à la réconciliation nationale. Nous invitons instamment toutes les parties à mettre de côté leurs divergences et à collaborer pour continuer de mettre en œuvre le programme de réforme, comme le prévoient les Accords de Conakry, la feuille de route de la CEDEAO et le pacte de stabilité. Il est particulièrement important d'accélérer l'achèvement des réformes urgentes, dont celles de la Constitution, de la loi électorale et de la loi-cadre sur les partis politiques, conformément à la résolution 2512 (2020).

Deuxièmement, il est important de surmonter les défis immédiats. Nous sommes encouragés d'apprendre que la situation sur le plan de la sécurité est restée stable. Cependant, nous sommes également préoccupés par le fait que les défis récents, notamment ceux qu'a fait naître la pandémie de COVID-19, semblent créer un environnement favorable au trafic de drogue et à la criminalité organisée. À cet égard, nous saluons le travail dont s'acquittent l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et le BINUGBIS pour accompagner les autorités nationales en matière de maintien de l'ordre et de procédures judiciaires. Nous estimons qu'il est important de continuer à renforcer les capacités nationales et d'œuvrer à empêcher les réseaux criminels de profiter de la situation actuelle.

Nous espérons que la Guinée-Bissau pourra également redoubler d'efforts pour assurer le bon fonctionnement des institutions de l'État, protéger les droits de la personne et l'état de droit, et améliorer la vie de la population. Il est donc crucial que les partenaires régionaux et internationaux restent mobilisés à l'appui du pays, en particulier dans le contexte du retrait prévu du BINUGBIS à la fin de cette année.

Troisièmement, s'agissant du retrait du BINUGBIS, tandis que la Guinée-Bissau procède à des réformes essentielles, il nous faut assurer un transfert sans heurt des tâches du BINUGBIS vers le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et l'équipe de pays des Nations Unies. Nous nous félicitons des priorités définies par la mission en matière de consolidation de la paix et estimons que l'implication et le soutien constants de la communauté internationale sont indispensables pour les efforts de consolidation de la paix et de réforme qui suivront. Nous félicitons également la Commission de consolidation de la paix d'avoir mobilisé des fonds destinés à soutenir l'équipe de pays des Nations Unies.

Enfin, nous saluons les initiatives menées par les acteurs régionaux et internationaux, notamment la CEDEAO, le Groupe des cinq pour la Guinée-Bissau et la Commission de consolidation de la paix, ainsi que l'appui sans faille qu'ils apportent en vue de rétablir la paix et la stabilité et de garantir le développement durable dans le pays. Nous présentons tous nos vœux de succès à la Guinée-Bissau.

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Je donne la parole au représentant de la Guinée-Bissau.

M. Da Silva (Guinée-Bissau) : Avant tout, je tiens à condamner l'attaque meurtrière qui a été perpétrée hier aux alentours de Niamey, à présenter mes condoléances aux familles des victimes, et à réitérer mon sentiment de solidarité avec le Niger et la France dans cette situation difficile.

Je voudrais tout d'abord vous remercier, Monsieur le Président, de m'avoir invité à prendre part à cette séance du Conseil de sécurité consacrée à la situation politique en Guinée-Bissau. La présente séance, qui se tient au moment où mon pays est en voie de surmonter progressivement les énormes difficultés auxquelles nous sommes confrontés depuis un certain temps, revêt pour moi, personnellement, un caractère symbolique.

Je salue les présences et interventions de la Représentante spéciale du Secrétaire général en Guinée-Bissau et du représentant du Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix.

Je voudrais dire au Conseil que la Guinée-Bissau a un Président de la République démocratiquement élu, qui exerce la plénitude de ses fonctions constitutionnelles tant au niveau national qu'international. Mon pays a une Assemblée nationale démocratiquement élue, qui fonctionne en toute normalité, sur la base de son propre règlement et dans le respect des normes de bonne conduite parlementaire. La Guinée-Bissau a un gouvernement légitime, dont le programme a été adopté par une majorité des députés siégeant à l'Assemblée nationale.

Tous ces constats, qui témoignent de l'évolution de la situation politique, ne sont plus un secret car ils sont du domaine public. À cela, il faudrait peut-être ajouter que, désormais, nous assistons à un nouveau discours dans la société bissau-guinéenne, basé sur la réconciliation nationale. Le passé récent, qui était marqué par les discours de la haine et la fracture sociale et politique, est révolu; aujourd'hui nous assistons de manière claire à une baisse des tensions politiques et sociales en Guinée-Bissau.

Dans le rapport du Secrétaire général (S/2020/755), il est fait mention de l'augmentation des cas de violations de droit de l'homme en Guinée-Bissau. Il se peut qu'il y ait eu des incidents isolés, auxquels le rapport a fait référence, mais tout cela est très loin d'être une « crise » en matière de droit de l'homme. Je

voudrais réitérer ici l'attachement des autorités bissau-guinéennes au respect de ces droits et aux principes qui régissent l'état de droit.

En ce qui concerne la prétendue intervention militaire dans la vie politique, il convient ici de rappeler que, depuis les élections générales de 2014, six ans se sont écoulés et nous n'avons pas assisté à une quelconque intervention militaire dans la vie politique nationale. Le Président de la République démocratiquement élu, proclamé vainqueur des élections à plusieurs reprises par la Commission électorale nationale, avec la reconnaissance unanime, par la communauté internationale, de la transparence de l'acte électoral, n'a pas besoin de recourir à un coup militaire pour assumer son pouvoir constitutionnel avec toutes ses prérogatives.

Sur la question du trafic de drogue, à l'instar de nombreux pays, les frontières de la Guinée-Bissau n'échappent pas à cette pratique criminelle. Mon pays apprécie le rôle de la coopération internationale dans la lutte contre le trafic de drogue, qui constitue un crime transnational et face auquel l'engagement de tous les acteurs concernés, sur le plan national mais aussi international, est indispensable. Par conséquent, nous nous opposons à toute tentative de politisation de la lutte contre le trafic de drogue par des acteurs politiques nationaux pour en tirer des dividendes politiques ou partisans.

La synthèse politique que je viens de décrire est, sans aucun doute, l'illustration d'un engagement interne des autorités bissau-guinéennes et de la ligne politique que S. E. M. Umaro Sissoco Embaló, Président de la République, a voulu donner à sa magistrature. Mais cette même synthèse politique reflète également le rôle constructif de la communauté internationale, en premier lieu les Nations Unies qui, à travers le Bureau intégré des Nations Unies pour la consolidation de la paix en Guinée-Bissau (BINUGBIS), se sont engagées depuis 1999 aux côtés de la Guinée-Bissau dans le processus de paix, l'état de droit, l'appui à la société civile et l'assistance électorale, entre autres.

Jeunes, femmes, civils et militaires, journalistes et facilitateurs du dialogue politique, acteurs politiques divergents qu'il fallait rapprocher dans le cadre des Accords de Conakry, le BINUGBIS a toujours cherché à trouver des réponses aux multiples questions susmentionnées.

Il est vrai que pour le BINUGBIS, ce parcours, qui a débuté en 1999, n'a jamais été facile, mais il faut aussi

reconnaître que ce n'est pas faute de persévérance de sa part. Alors que nous approchons de la fin d'un cycle politique, je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte pour exprimer notre reconnaissance au BINUGBIS pour son accompagnement tout au long de ces années.

Qu'il me soit permis de saluer l'engagement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), notre organisation sous-régionale, qui a su surmonter, grâce à sa diplomatie efficace, de grandes difficultés en mettant fin à la crise politique, lorsqu'elle a décidé de clôturer le cycle électoral après la tenue du deuxième tour de la dernière élection présidentielle.

Je voudrais exprimer ici à l'Ambassadeur, Représentant permanent du Niger, toute notre gratitude pour la solidarité et la persévérance dont fait preuve la CEDEAO sous la présidence de S. E. Mahmoudou Issoufou, Président de la République du Niger.

À l'instar du monde entier, la crise sanitaire mondiale causée par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et ses conséquences économiques n'a pas épargné la Guinée-Bissau. C'est le lieu ici de dire que la décennie consacrée au Programme de développement durable à l'horizon 2030 pour promouvoir le progrès universel et notre engagement en faveur du développement durable sera malheureusement fortement impactée. Les conséquences de cette pandémie au cours des prochaines années, qui devaient au départ être consacrées à combattre la pauvreté et à réduire les inégalités économiques et sociales, seraient encore plus graves si nous ne pouvions compter sur le soutien et l'accompagnement de l'ONU en général et de ses organismes en particulier, notamment l'Organisation mondiale de la Santé.

Malgré les interventions sur le terrain des organismes de Nations Unies, il me semble important

de rappeler l'importance du Fonds pour la consolidation de la paix, qui s'est révélé un outil de grande utilité dans les différents domaines dans lesquels il est sollicité, y compris dans la lutte contre la COVID-19.

Puisque nous allons assister à une reconfiguration du modèle de la présence institutionnelle des Nations Unies en Guinée-Bissau, le Gouvernement de mon pays suivra de près la conception institutionnelle de ce nouveau modèle en vue de tirer les enseignements du passé et de prévenir d'éventuels dysfonctionnements, mais surtout de mettre à profit l'engagement de l'ONU, c'est-à-dire d'accroître son efficacité.

Au niveau politique, nous comptons fortement sur l'assistance technique de l'ONU dans la mise en œuvre de l'ensemble des réformes considérées comme structurantes pour la stabilisation politique de l'État. En mettant en place une commission technique de la révision constitutionnelle, le Président de la République a débloqué le processus de réforme du pays. Il convient de rappeler que cette réforme était prévue par les Accords de Conakry dont la mise en œuvre est bloquée depuis longtemps.

Pour conclure, je voudrais informer les membres du Conseil que ma mission en tant que Représentant permanent de la Guinée-Bissau auprès de l'Organisation des Nations Unies est arrivée à son terme. Ils comprendront qu'il s'agit pour moi d'une occasion sans pareil pour exprimer à toutes les personnes ici présentes, au nom de mon pays, notre reconnaissance pour leur accompagnement et leur solidarité constants vis-à-vis de la Guinée-Bissau.

Le Président (*parle en anglais*) : Il n'y a plus d'oratrices ou d'orateurs inscrits sur la liste. J'invite à présent les membres du Conseil à poursuivre le débat sur la question dans le cadre de consultations.

La séance est levée à 11 h 55.